



**GROUPEMENT DE COMMANDES « PRESTATIONS DE TRANSPORTS DE
PRODUITS DE SANTE THERMOSENSIBLES »**

Etablissement coordonnateur :

Centre Hospitalier Agen-Nérac

Route de Villeneuve

47923 AGEN CEDEX 9

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**Prestations de transports de produits de santé
thermosensibles**

N° du CCAP : 2025-004

Groupement Hospitalier de Territoire 47











Etablissement support et coordonnateur du groupement :

Centre Hospitalier AGEN-NERAC

Route de Villeneuve

47923 AGEN

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	Prestations de transports de produits de santé thermosensibles
	Type de contrat	Marché public
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clause sociale	Sans
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	4 ans
	Reconduction	Sans
	Prix	Prix forfaitaires et prix unitaires
	Variation des prix	Avec
	Avance	Sans

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	4
1.1 - Objet du contrat	4
1.2 - Décomposition du contrat	5
2 - Forme du marché	5
3 - Pièces contractuelles	5
4 - Durée et délais d'exécution	5
4.1 - Durée du contrat	5
5 - Prix	5
5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	6
5.2 - Modalités de variation des prix	6
5.3 - Clause butoir et clause de sauvegarde	7
7 - Avance	7
8 - Modalités de règlement des comptes	7
8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs	7
8.2 - Présentation des demandes de paiement	7
8.3 - Délai global de paiement	7
8.4 - Paiement des cotraitants	8
8.5 - Paiement des sous-traitants	8
9 - Conditions d'exécution des prestations	8
10 - Développement durable	8
11 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	8
12 - Pénalités	8
12.1 - Pénalités de retard	8
13 - Assurances	9
14 - Résiliation du contrat	9
14.1 - Conditions de résiliation	9
14.2 - Exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire	9
14.3 - Redressement ou liquidation judiciaire	10
15 - Règlement des litiges et langues	10
16 - Dérogations	10

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :
La prestation de transports de produits de santé thermosensibles

Le présent cahier des clauses administratives particulière concerne les prestations de transports de produits de santé thermosensibles pour les établissements membres du groupement de commandes « Prestations de transport de produits de santé thermosensibles » soit les établissements du Groupement Hospitalier de Territoire du Lot-et-Garonne et pour le Groupement de Coopération Sanitaire Labo Inter-Hospitalier « Hospilab 47 ».

Pour chaque marché, le coordonnateur a le pouvoir d'accomplir les missions suivantes :

- Procéder à la passation, à la signature et à la notification du marché et des avenants de toute nature,
- Etablir les certificats administratifs,
- Procéder à la reconduction du marché,
- Prononcer la résiliation du marché,
- Réaliser plus généralement tous les actes administratifs relatifs à l'exécution du marché hors bons de commandes et engagements économiques.

L'exercice des autres compétences relatif à l'exécution du marché relève des adhérents du groupement de commandes.

Lieu(x) d'exécution :

Cette consultation concerne les établissements suivants :

- Centre Hospitalier Agen-Nérac (site d'Agen)

Route de Villeneuve
47923 AGEN CEDEX 9

- Centre Hospitalier Agen-Nérac (site de Nérac)

80, allées d'Albret
47600 NERAC

- Centre Hospitalier Départemental de la Candélie

Pont du Casse
47480 PONT-DU-CASSE

- Centre Hospitalier de Villeneuve-sur-Lot et accueil de jour

Route de Fumel
Lieu-dit Brignol Romas
47300 VILLENEUVE-SUR-LOT

- Centre Hospitalier Elisabeth Désarnauts (Fumel)

11, avenue Léon Blum
CS 80009
47501 FUMEL CEDEX

- Centre Hospitalier de Penne d'Agenais

1, rue de la Myre Mory
47140 PENNE D'AGENAIS

- Centre Hospitalier Intercommunal de Marmande-Tonneins (site de Marmande)

76, rue du Dr Courret
47200 MARMANDE

- Centre Hospitalier Intercommunal de Marmande-Tonneins (site de Tonneins)
Cours de l'abbé Lanusse
47400 TONNEINS

- Centre Hospitalier de Casteljaloux
14 A, rue des Abeilles
BP 10
47700 CASTELJALOUX

- GCS Hospilab (site d'Agen)
Route de Villeneuve
47923 AGEN

- GCS Hospilab (site de Villeneuve sur Lot)
Route de Fumel
Lieu-dit Brignol Romas
47300 VILLENEUVE-SUR-LOT

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

2 - Forme du marché

Le marché est un marché mixte comprenant :

- Une partie ordinaire concernant les transports récurrents,
- Une partie conclue sous la forme d'un accord-cadre exécuté par émission de bons de commande au sens des articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique et ayant pour objet les transports ponctuels (classiques ou en urgence) pour un montant maximum de 400 000€ TTC.

Le détail des transports est précisé dans le cahier des clauses techniques particulières.

3 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- le cahier des clauses administratives générales - fournitures courantes et services (CCAG FCS)
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le détail quantitatif estimatif (DQE)
- Le mémoire justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du contrat
- L'offre technique et financière du titulaire

4 - Durée et délais d'exécution

4.1 - Durée du contrat

La durée du contrat est de 4 ans.

L'exécution des prestations aura lieu du 01/07/2025 ou à compter de la date de notification si celle-ci est postérieure et jusqu'au 01/07/2029.

5 - Prix

5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix forfaitaires et prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport (incluant les frais de péage) jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires. Les frais de gestion ne sont pas acceptés.

Le présent marché est traité à prix mixtes avec une partie à prix forfaitaires (transports récurrents) et une partie à prix unitaires (transports ponctuels).

5.2 - Modalités de variation des prix

Le marché est traité à prix ferme par période successive de 12 mois à compter de la date anniversaire d'exécution des prestations du marché (1er juillet).

A l'issue de la première période, les prix seront automatiquement reconduits pour la deuxième période, sauf demande de révision formulée par lettre recommandée avec accusé de réception trois mois au moins avant la date anniversaire de début d'exécution du marché qui est le 1er juillet de chaque année. Aussi, pour une demande de révision de prix pour 2026, la demande de révision devra être adressée en mars 2026.

A défaut d'intervenir dans ce délai, la demande de révision sera refusée par le pouvoir adjudicateur. Le titulaire fait parvenir sa demande de révision pour la nouvelle période, par courrier à l'adresse suivante :

Centre Hospitalier Agen-Nérac
Direction des achats
Route de Villeneuve
47923 AGEN cedex 9

En cas d'accord, les prix révisés sont applicables à compter de la date anniversaire d'exécution des prestations du marché (1er juillet) qui suit la demande de révision. La nouvelle annexe financière se substitue à la précédente sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant.

Les prix ainsi reconduits deviendront alors fermes pour la période suivante d'exécution du marché. La même procédure sera utilisée pour les autres périodes du marché. La formule est la suivante :

$$P = P0 \times [0.30 + 0.20 (\text{Carburant M} / \text{Carburant M0}) + 0.50 (\text{Salaires M} / \text{Salaires M0})]$$

Dans laquelle :

P = Prix révisé

P0 = Prix initial (prix défini au mois de la remise des offres ou au moment de la dernière révision)

M0 = Valeur de l'indice au mois de mai de l'année N

M = Valeur de l'indice au mois d'avril de l'année N+1 précédant la date de révision du prix ou les dernières valeurs définitives publiées au moment de la demande de révision,

Carburant : Indice CNR (Comité National Routier) Gazole professionnel

Salaires : Indice ICHT / ICHT-H - Indice du coût du travail - Salaires et charges - Transport et entreposage (NAF rév. 2 section H) - Base 100 en décembre 2008 Série 001565190

En cas de passation d'un avenant, la clause de révision ci-dessus s'appliquera avec un mois Mo identique au mois de signature de l'avenant par le titulaire du marché.

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de mai 2024 ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

5.3 - Clause butoir et clause de sauvegarde

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit, de ne pas accepter une révision de prix annuelle dont l'incidence serait supérieure au taux de 2% par rapport au prix en cours.

A ce titre, il peut décider de résilier le marché sans indemnité pour le titulaire sous réserve du respect d'un délai de préavis de quatre mois.

7 - Avance

Aucune avance ne sera versée.

8 - Modalités de règlement des comptes

8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

8.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) :

Etablissement	SIRET
CH Agen - Nérac	200 053 098 00014
CH Casteljaloux	264 703 489 00049
CH Fumel	264 702 499 00023
CHD La Candélie	264 702 689 00011
CHIC Marmande Tonneins	264 703 612 00012
CH Penne d'Agenais	264 703 497 00018
CH Villeneuve sur Lot	264 702 432 00081

8.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de

refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

8.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

8.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

9 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Adresse d'exécution :

VOIR ANNEXE

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

10 - Développement durable

Le candidat devra présenter dans sa réponse les bonnes pratiques et protocole mis en place au sein de son entreprise.

Aussi il précisera si les équipements matériels et notamment les véhicules utilisés pour réaliser les prestations du marché sont à faible ou zéro émission.

11 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

12 - Pénalités

12.1 - Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG Fournitures courantes et services, les délais commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré, sous réserve des stipulations des articles 13.3 et 21.5 du CCAG précité.

Par dérogation à ce même article, les pénalités de retard sont fixées de la manière suivante.

Une pénalité de retard sera appliqué par tranche de 15 minutes et variera suivant la distance de la course.

Pour les transports récurrents :

- 15€ par tranche de 15 minutes pour une course de 0 à 20 km

- 30€ par tranche de 15 minutes pour une course de 20 à 50 km
- 40€ par tranche de 15 minutes pour une course de plus de 50 km

Pour les transports ponctuels :

- 15€ par tranche de 15 minutes pour une course de 0 à 20 km
- 30€ par tranche de 15 minutes pour une course de 20 à 50 km
- 40€ par tranche de 15 minutes pour une course de plus de 50 km

Pour les transports ponctuels urgents:

- 20€ par tranche de 15 minutes pour une course de 0 à 20 km
- 40€ par tranche de 15 minutes pour une course de 20 à 50 km
- 60€ par tranche de 15 minutes pour une course de plus de 50 km

Il pourra également être fait application de la pénalité suivante :

- Pénalité pour tout manquement du titulaire à l'une de ses obligations contractuelles hors retard :
100 € par constat

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS., il n'est prévu aucun seuil d'exonération des pénalités.

13 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

14 - Résiliation du contrat

14.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,0 %.

14.2 - Exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire

En cours d'exécution du marché (sans résiliation), sauf cas de force majeure, dans l'hypothèse où le Titulaire serait dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation dans les délais et conditions prévus au marché ou sur le bon de commande, le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de faire exécuter les prestations par un autre fournisseur, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le Titulaire défaillant. Cette exécution par défaut peut être mise en œuvre sans mise en demeure préalable.

Après résiliation prononcée aux torts du Titulaire

Dans le cas de résiliation du marché aux torts du Titulaire, l'augmentation des dépenses, par rapport au montant du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire sera à sa charge et constituera l'indemnité due à l'Acheteur. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

14.3 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

15 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Bordeaux est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

16 - Dérogations

- L'article 3.1 du CCAP déroge à l'article 13.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 9 du CCAP déroge à l'article 16.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021
- L'article 11.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services

Fabien GOULESQUE

Le 13/01/2025

Lu et approuvé (signature)